

**Direction départementale
des Territoires du Bas-Rhin**

Service Environnement et Gestion des Espaces
14, rue du Maréchal Juin
BP 61003
67070 STRASBOURG CEDEX

**ARRETE PREFECTORAL
portant agrément de la société SANEST
pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non
collectif**

**Le Préfet de la Région Alsace,
Préfet du Bas-Rhin,**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU la demande d'agrément reçue le 13 avril 2010 présentée par la Société SANEST;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé ;
- les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

VU les demandes de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 19 novembre 2010 et du 13 janvier 2011 ;

VU les compléments au dossier reçus le 22 décembre 2010 et le 11 février 2011 ;

VU le courrier de notification de la complétude du dossier en date du 21 février 2011 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé a été fourni par le demandeur ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange ;

CONSIDERANT que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément

Entreprise : **SANEST SA**

RCS : **Strasbourg B 318 455 995**

Domicilié à l'adresse suivante : **14, rue de Rouen 67000 STRASBOURG**

Le présent agrément porte le numéro n° **2011-N-S-067-0001**

Article 2 : Objet de l'agrément

La société SANEST est agréée pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites dans les départements suivants : 21 (Côte D'or), 08 (Ardennes), 60 (Oise), 55 (Meuse), 51 (Marne), 52(Haute-Marne), 10 (Aube), 54 (Meurthe et Moselle), 57 (Moselle), 88 (Vosges), 68 (Haut-Rhin) et 67 (Bas-Rhin).

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de 14 390 m³.

Les filières d'élimination validées par le présent agrément sont les suivantes :

- dépotage dans la station d'épuration de Dijon : 150 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Charleville Mézières : 1000 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Sedan : 1000 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Compiègne : 150 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Bar le Duc : 30 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Chalons en Champagne : 1000 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Mardeuil : 1000 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Troyes : 250 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration du Grand Nancy : 150 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Strasbourg : 5700 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Golbey: 2520 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Neufchâteau : 600 m³ par an ;

- dépotage dans la station d'épuration de Remiremont : 1440 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Saint-Dié: 600 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Mirecourt : 240 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Chaumont : 1000 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Saint-Dizier : 1040 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Colmar : 240 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de Mulhouse : 1200 m³ par an ;
- dépotage dans la station d'épuration de l'agglomération Messine : 480 m³ par an ;

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé.

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément tient à jour un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange ainsi que les bilans annuels d'activités. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation des bordereaux de suivi et des bilans annuels est de dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé et du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou des filières d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée maximale de dix ans, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département du Bas-Rhin et mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de la commune de STRASBOURG pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie du présent arrêté est également transmise aux préfets des départements visés à l'article 2 pour mention sur la liste des personnes agréées publiée sur le site internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois qui suit sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin et le directeur de la Direction Départemental des Territoire du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le 12 mai 2011.

**Le Préfet,
pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
signé
Michel THEUIL**